

Un changement de cap s'impose

Face aux fortes tensions qu'ils subissent, les pays d'Afrique subsaharienne doivent faire le nécessaire pour raviver durablement la croissance



Antoinette M. Sayeh est Directrice du Département Afrique du FMI.

DEPUIS plusieurs années, je suis encouragée par les progrès accomplis sur le terrain en Afrique subsaharienne. La croissance vigoureuse de ces quinze dernières années s'est en effet accompagnée d'une amélioration des indicateurs de santé et des niveaux de vie. Maintenant que l'économie régionale traverse une période difficile, le risque existe que ces avancées, qui ont profité à un si grand nombre, ne soient remises en question. Beaucoup de pays, dont les plus grands, sont mis à mal par la conjonction de facteurs extérieurs et intérieurs. Pour relancer le moteur qui a alimenté la croissance soutenue de la région dans le passé récent et assurer des perspectives favorables à moyen terme, les pays doivent changer radicalement de cap.

Le rythme d'expansion économique de la région est tombé à 3½ % en 2015, son plus bas niveau depuis une quinzaine d'années. Les perspectives de croissance varient grandement d'un pays à l'autre, mais, d'après les projections du FMI, la croissance globale devrait ralentir encore cette année et s'établir à 3 % — en net recul par rapport aux 6 % environ de la décennie écoulée et à peine plus que la croissance démographique. De fait, la croissance du PIB par habitant sera inférieure à 1 % pendant deux années de suite pour la première fois depuis la fin des années 90.

De multiples chocs

Le ralentissement de l'activité est attribuable aux effets néfastes de l'effondrement des cours des produits de base sur certaines grandes économies, au resserrement des conditions financières et, plus récemment, à la sécheresse qui sévit en Afrique australe et orientale.

La chute des cours des produits de base de ces dernières années a ébranlé beaucoup des plus grands pays d'Afrique subsaharienne. Si les cours du pétrole se sont un peu redressés depuis le début de 2016, ils restent inférieurs de

60 % au pic de 2013 : c'est un choc sans précédent. De ce fait, les pays exportateurs tels que le Nigéria et l'Angola, ainsi que la plupart des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, se trouvent dans une situation économique particulièrement difficile.

Selon les projections du FMI, la croissance va encore ralentir en 2016 dans les pays exportateurs de pétrole et descendre à 2¼ %, alors qu'elle avait atteint 6 % en 2014. Ainsi, elle va sans doute être freinée en Angola par le manque de réserves de change et la baisse des dépenses publiques. De même, au Nigéria, l'activité va se ressentir de la baisse des prix du pétrole, dont l'effet sera amplifié par la perturbation des activités du secteur privé due aux restrictions de change. Malheureusement, les pays exportateurs de produits non énergétiques, comme l'Afrique du Sud, le Ghana et la Zambie, pâtissent eux aussi de la chute des cours.

La reconfiguration des sources de croissance en Chine — qui s'appuie désormais davantage sur la demande intérieure et moins sur les investissements et les exportations à forte intensité de ressources naturelles — joue certainement un rôle dans le ralentissement de l'activité dans un grand nombre de pays de la région. Au cours de la décennie 2000, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de la région, et les pays africains ont bénéficié d'un confortable excédent commercial, surtout depuis la crise financière mondiale. La situation a complètement changé avec la chute des cours des produits de base, et la balance commerciale est récemment devenue négative. Ces évolutions continueront sans doute de freiner la croissance à moyen terme.

Pour la plupart des pays préémergents de la région, les conditions de financement extérieur se sont sensiblement durcies par rapport au milieu de l'année 2014, lorsque les marchés avaient largement accès aux liquidités mondiales. En même temps, certaines catégories de

de flux de capitaux — notamment les prêts bancaires transfrontaliers, auxquels les pays préémergents ne sont pas les seuls à recourir — ont fortement diminué.

Qui plus est, plusieurs pays d'Afrique australe et orientale souffrent d'une grave sécheresse qui expose des millions de personnes à l'insécurité alimentaire. On peut s'attendre à ce que cette sécheresse freine la croissance dans plusieurs pays, dont l'Éthiopie, le Malawi et la Zambie, et l'inflation des produits alimentaires s'accroît dans un grand nombre de pays. Les besoins humanitaires grèvent encore plus les budgets et les positions extérieures de beaucoup des pays touchés. Les effets de la sécheresse varient d'un pays à l'autre, mais, lorsque la sécurité alimentaire est précaire, le coût humain est toujours élevé. De plus, cette situation déjà tragique pourrait empirer : d'ici à la fin de 2016, le nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire devrait atteindre le niveau choquant de 40 à 50 millions.

Un fort potentiel

Cette confluence de facteurs produit de puissants vents contraires. Mais faut-il pour autant en conclure que la dynamique de croissance de la région s'est définitivement essoufflée? Je ne le pense pas, et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, comme à l'accoutumée, le panorama général masque une large diversité de situations, ce qui n'est guère surprenant puisque la région regroupe 45 pays très différents. Un grand nombre d'entre eux, notamment parmi les plus pauvres, continuent d'enregistrer une croissance vigoureuse. Ainsi, la plupart des importateurs de pétrole s'en sortent généralement mieux, avec des taux de croissance dépassant 5 %, grâce le plus souvent aux investissements d'infrastructure et à la vitalité de la consommation privée. La croissance du Kenya, par exemple, devrait atteindre 6 % en 2016, en s'appuyant sur l'investissement dans les transports, une accélération de la production d'électricité et un rebond du tourisme. De même, le Sénégal devrait continuer d'enregistrer une croissance forte, de 6½ %, grâce à l'amélioration de la productivité agricole et à un secteur privé dynamique. En Côte d'Ivoire, les cours élevés du cacao et la bonne production agricole, ainsi que les investissements prévisibles à la suite des récentes élections présidentielles, devraient pousser la croissance à 8½ % cette année. Dans d'autres pays, comme la République centrafricaine, qui se remettent de chocs majeurs ou de conflits, les perspectives de croissance s'améliorent de nouveau. Enfin, la chute des cours du pétrole a bénéficié à beaucoup de ces pays, même si la baisse des cours des autres produits de base et les dépréciations monétaires ont en partie effacé cet avantage.

Plus généralement, les perspectives à moyen terme demeurent favorables. Certes, à court terme, pour un grand nombre de pays, elles restent difficiles et entachées de risques. Mais, dans l'ensemble, sur le plan intérieur, les ressorts de la croissance de la décennie écoulée sont toujours là. La nette amélioration du climat des affaires et une démographie favorable vont sans doute jouer un rôle important pendant les décennies à venir.

Changement de cap

Le potentiel de croissance de la région reste robuste, mais le ralentissement actuel de l'activité nous rappelle qu'elle n'est pas à l'abri des multiples transitions à l'œuvre au sein de l'économie

mondiale. En conséquence, pour réaliser le fort potentiel de la région, un changement de cap radical s'impose dans beaucoup de pays. Il est particulièrement urgent dans deux groupes de pays : ceux qui exportent des produits de base et ceux qui ont accès aux marchés internationaux des capitaux.

Comme les cours des produits de base vont sans doute rester durablement bas, les exportateurs de ressources naturelles doivent sans tarder changer radicalement de cap. À ce jour, les pays exportateurs de produits de base, en particulier les producteurs de pétrole, ont réagi de façon généralement hésitante et insuffisante à la dégradation sans précédent des termes de l'échange. Face à des ressources budgétaires et des réserves de change qui fondent rapidement et compte tenu des contraintes de financement, ils doivent réagir vite et de façon résolue pour éviter un ajustement désordonné et jeter les bases d'une reprise plus rapide, durable et inclusive.

Pour les pays qui n'appartiennent pas à une union monétaire, la flexibilité du taux de change devrait faire partie de la première ligne de défense face à la chute des cours des produits de base, et être mise à profit dans le cadre d'une politique macroéconomique plus générale. Comme les recettes vont sans doute rester durablement basses, beaucoup des pays concernés doivent aussi contenir leur déficit budgétaire et constituer une base d'imposition durable dans le reste de l'économie. En assainissant leurs finances publiques, les pays devraient aussi veiller à préserver les dépenses prioritaires, telles que les dépenses sociales et les investissements propices à la croissance, tout en continuant à œuvrer à la réalisation de leurs objectifs de développement à long terme.

Avec les conditions de financement extérieur favorables de ces dernières années, les déficits budgétaires et courants se sont considérablement creusés dans un grand nombre de pays préémergents qui s'efforçaient de moderniser leurs infrastructures, notamment routes, voies ferrées et réseaux de distribution d'eau et d'électricité. Maintenant que les conditions de financement se sont sensiblement durcies, ces pays doivent réduire leur déficit budgétaire — en fonction de leur situation propre — en définissant mieux leurs priorités de dépense ou en accroissant leurs recettes fiscales. Ils pourront ainsi reconstituer des marges pour parer à une dégradation éventuelle de la conjoncture extérieure.

De fait, les défis auxquels l'Afrique subsaharienne est aujourd'hui confrontée rappellent avec une acuité particulière la nécessité de rendre les pays plus résistants aux chocs extérieurs. Des mesures structurelles, telles que l'amélioration du climat des affaires et de la qualité des investissements publics, favoriseraient l'activité du secteur privé et contribueraient à diversifier la base d'exportation et les sources de croissance et d'emplois en dehors du secteur des produits de base. En outre, il serait aussi utile de continuer à développer le secteur financier de la région, notamment en renforçant les structures juridiques et la gouvernance d'entreprise.

Le moment est venu de changer de cap pour surmonter les défis actuels et remettre l'Afrique sur une trajectoire de croissance vigoureuse. Les mesures requises entraîneront peut-être un ralentissement de l'activité à court terme, mais elles éviteront le risque qu'une crise éclate si rien n'est fait dès maintenant. S'ils adoptent cette approche, je crois que les pays de la région ont toutes les chances de réaliser pleinement leur potentiel économique. ■